

Département de l'Eure
Arrondissement des Andelys
Communauté de communes Lyons Andelle

DECISION N°2023-26

Relative à l'acquisition de matériel de protection et de signalisation

Le Président de la Communauté de communes Lyons Andelle,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code général de la propriété des personnes publiques ;

Vu la délibération n°41/2023 du conseil communautaire en date du 16 mars 2023 portant délégation de compétences au Président de la Communauté de communes Lyons Andelle ;

Considérant la nécessité pour la Communauté de communes Lyons Andelle d'équiper les communes de son territoire de matériel de protection et de signalisation ;

DECIDE

Article 1 : d'acquérir auprès de l'entreprise :

AXIMUM INDUSTRIE, domiciliée 15 bis Quai du Chatelier 93450 L'ILE-SAINT-DENIS, le matériel suivant :

- 60 barrières de protection pour manifestation ;
- 60 boréals « Route Barrée » ;
- Lot de 2 fixations universelle grillage-rambarde-barrière Vauban avec visserie.

Article 2 : d'acquérir les bien définis à l'article 1 au prix total de 8 916.00 € HT.

Article 3 : de réaliser les formalités administratives relatives à l'exécution de la présente décision et de signer tout document s'y rapportant.

Article 4 : d'autoriser l'entrée des biens dans l'inventaire.

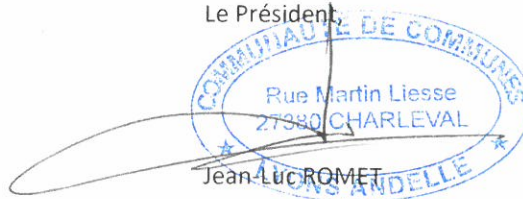
Article 5 : en application de l'article L 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, il sera rendu compte de la présente décision lors de la prochaine séance du conseil communautaire.

Article 6 : Ampliation de la présente décision sera adressée à :

- Monsieur le receveur communautaire,
- Monsieur le Préfet.

Fait à Charleval, le 30 mai 2023.

Le Président,



COMMUNAUTÉ DE COMMUNES
Rue Martin Liesse
27380 CHARLEVAL
LYONS ANDELLE
Jean-Luc ROMET

Voies et délais de recours : la présente décision peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Rouen ou d'un recours gracieux auprès de la Communauté de communes Lyons Andelle.

La Communauté de communes dispose d'un délai de deux mois pour répondre à un recours gracieux. Le silence gardé pendant deux mois vaut décision implicite de rejet. La décision ainsi prise qu'elle soit expresse ou implicite pourra elle-même être déférée au Tribunal administratif de Rouen dans un délai de deux mois.